



**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

**ACCORD CADRE MONO-ATTIBUTAIRE
PRESTATION DE TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DES APPLICATIONS DE
GESTION TECHNIQUE**

Projet d'ACCORD CADRE N° B25-01181-CBO

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur Christophe BOURMAUD**, agissant en qualité de **Directeur du Centre CEA de Cadarache**

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **XXXX** sous le numéro **XXXX**, dont le siège social est situé au **XXXXX**,

représentée par **XXXXX**, agissant en qualité de Directeur Général,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 620
13108 Saint Paul Lez Durance Cedex
T. +(33) 04.42.25.20.76
Etablissement public à caractère industriel et commercial I RCS Paris B 775 685 019

Département de Support Technique et Gestion
Service des Marchés et Achats

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....	8
ARTICLE 6 - RÉCEPTIONS.....	9
ARTICLE 7 - MONTANT	10
ARTICLE 8 - RÉVISION DES PRIX	12
ARTICLE 9 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL	13
ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES ET DÉLAIS	13
ARTICLE 11 - RÉUNIONS.....	17
ARTICLE 12 - SUIVI DES ACTIONS SOCIALEMENT RESPONSABLES ET CELLES VISANT A LIMITER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA PRESTATION.....	17
ARTICLE 13 - INTERLOCUTEURS	18
ARTICLE 14 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE	18
ARTICLE 15 - PÉNALITÉS	19
ARTICLE 16 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	21
ARTICLE 17 - CONFLIT D'INTÉRÊT	21
ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ.....	21
ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE	21
ARTICLE 20 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX.....	23
ARTICLE 21 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA.....	24
ARTICLE 22 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	25
ARTICLE 23 - EXTRATERRITORIALITE OU CLAUSE DE « CLOUD ACT »	25
ARTICLE 24 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTÈRE PERSONNEL	25
ARTICLE 25 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT	25
ARTICLE 26 - SOUS-TRAITANCE	26
ARTICLE 27 - GESTION DES DÉCHETS	26
ARTICLE 28 - JURIDICTION COMPÉTENTE.....	27
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL.....	28
ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES.....	31
ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE.....	33
ANNEXE 4 – MODÈLE DE MARCHÉ SUBSÉQUENT.....	34
ANNEXE 5 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL .	35
ANNEXE 6 - BORDEREAU DES MONTANTS MENSUELS D'OBJETS EN MCO OU HORS MCO DU PERIMETRE.....	42

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	2/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent Accord-Cadre a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, une prestation de Tierce Maintenance Applicative (TMA) des applications de gestion technique du Département de Support Technique et de Gestion.

1.2 Unité bénéficiaire

Cette prestation est réalisée pour le compte du Service des Technologies de l'Information et de la Communication du CEA de Cadarache.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Accord-Cadre et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants), incluant le Plan Contractuel de Sécurité correspondant,
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-01181-CBO, incluant notamment le Cahier des Charges référencé GENLO CDC 250925-ALO en date du 19/10/2025,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DG/CEACAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXX, en date du **XXXX**, complété des réponses aux questions de clarification posée par le CEA reçue le XXXX.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Accord-Cadre sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le présent Accord-Cadre comprend trois phases :

- la phase de prise en charge (2 mois).
- la phase opérationnelle (22 mois fermes + 12 mois optionnels renouvelable 1 fois).

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	3/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

- la phase de réversibilité (3 mois en parallèle de la fin de la phase opérationnelle).

La prestation s'applique à une liste de Bases De Données (BDD), d'Interfaces Homme Machine (IHM) d'Extract Transform Load (ETL), SQL Server Integration Services (SSIS) et autres logiciels sur étagère ou développés par le CEA identifiés et appelés les « objets » du périmètre.

Le périmètre contractuel de la première année sera établi après un inventaire des objets du périmètre par le Titulaire et après que le CEA ait statué en fin de phase de prise en charge sur l'état des objets (en Maintien en Condition Opérationnelle (MCO), Hors Maintenance (Hors MCO)).

Le présent Accord-Cadre comprend des prestations unitaires forfaitaires sur bons de commande ainsi que des prestations sur marchés subséquents définies comme suit :

3.1 Prestations sur bons de commande

3.1.1 Définition des unités d'œuvre

Les prestations, objet du présent Accord-Cadre, comprennent les Unités d'Oeuvre (UO) ci-après :

3.1.1.1 UO1 : Forfait de la phase de prise en charge

Cette phase de deux mois démarre à compter de la réunion d'enclenchement et consiste à recevoir et à analyser toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations attendues. A l'issue de cette phase de prise en main, le Titulaire sera en mesure de réaliser l'ensemble des prestations avec le niveau de résultat attendu.

A l'issue de la phase de Prise en Charge, le Titulaire effectue et livre au CEA un inventaire précis des objets du périmètre sur la base des fiches objets fournies par le CEA, en précisant les manques éventuels.

3.1.1.2 UO2 - Poste 1 : Forfait mensuel de maintenance pour les objets du périmètre « En MCO » et « Hors MCO »

Ce forfait correspond à la maintenance des objets du périmètre pendant la phase opérationnelle, cette phase de 22 mois débute à l'issue de la phase de prise en charge. Elle comprend les missions suivantes :

Le tableau ci-dessous précise les prestations attendues dans l'UO2 selon les catégories de logiciels :

Prestations de l'UO2 (référence au § du Cahier des Charges)	Objets du périmètre (Applications, ETL, SSIS, IHM, BDD)	
	En MCO	Hors MCO
Gestion de Configuration Logicielle (§2.3.1.1)	Oui	Oui*
Cartographie applicative (§2.3.1.2)	Oui	Oui
Gestion de la documentation (§2.3.1.3)	Oui	Oui
Maintenance Corrective (§2.3.1.4)	Oui	Non
Montée de version (§2.3.1.5)	Oui	Non
Assistance et Conseil (§2.3.1.6)	Oui	Non
Maintenance Préventive (§2.3.1.7)	Oui	Non
Testing (§2.3.1.8)	Oui	Non

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	4/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Suivi des Change Advisory Board (§2.3.1.9)	Oui	Non
Support Qualité (§2.3.1.10)	Oui	Non

* pour des tâches de GCL simple (voir définition en §2.3.3.1 du Cahier des Charges).

3.1.1.3 UO3 : Forfait de la phase réversibilité (3 mois en parallèle de la fin de la phase opérationnelle)

La réversibilité sortante permet au CEA, ou à tout tiers qu'il aura mandaté à cette fin, de reprendre l'entière maîtrise des prestations de l'Accord-Cadre. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA l'ensemble des documents (à jour) qui sont nécessaires au transfert des méthodes de travail en application, et s'interdit de mettre en œuvre des solutions propriétaires pendant toute la durée de l'Accord-Cadre sans l'acceptation du CEA.

Les prestations de cette phase de réversibilité s'effectuent en parallèle des trois derniers mois de la phase opérationnelle et permet un transfert de connaissances, assuré par le Titulaire, au profit du CEA ou du titulaire entrant sous le contrôle du CEA. Le Titulaire conserve l'entière responsabilité de l'exécution des prestations du Marché durant cette phase.

3.1.2 Modalités de mise en œuvre

L'exécution des prestations unitaires forfaitaires est soumise à l'émission de Bons de Commande (BdC) par le CEA, et signés par une personne dûment habilitée à engager le CEA. Ces BdC sont transmis directement au Titulaire par courriel et font apparaître les prestations commandées ainsi que les quantités associées (cf. modèle en ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE).

Ces prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires forfaitaires fixés à l'article 7.2 infra.

3.1.3 Inventaire initial et variation de périmètre

3.1.3.1 Inventaire initial

A l'issue de la phase de Prise en Charge, ou en début de phase opérationnelle, le Titulaire effectue et livre au CEA un inventaire précis des objets du périmètre sur la base des fiches objet fournies par le CEA, en précisant les manques éventuels. Cet inventaire sera vérifié par le CEA, qui statuera sur l'état des objets (MCO, Hors MCO, ARCH), ce qui définira le périmètre de référence contractuel du Poste 1 pour la première année de la phase opérationnelle.

Cet inventaire est mis à jour à chaque modification de périmètre avec validation par le CEA.

Deux types de variations de périmètre peuvent survenir en cours de contrat : l'entrée ou la sortie d'objet au périmètre, et le changement d'état de l'objet appartenant au périmètre de l'accord-cadre (MCO, Hors MCO).

3.1.3.2 Nouveaux objets

De nouveaux objets peuvent être ajoutés à l'accord-cadre. Au titre du forfait, le Titulaire réalisera l'évaluation du prix de la prise en charge et du prix annuel forfaitaire du MCO de l'objet, sur la base d'une fiche objet fournie par le CEA, dans un délai de 10 jours ouvrés. Les propositions d'entrée et de sortie d'objets ont lieu lors des CoPil et sont validées lors des CoStrat ou via une procédure dérogatoire impliquant la validation de toutes les unités. L'éventuelle prise en charge du nouvel objet a lieu dans le cadre du Poste 2 - UO11.

3.1.3.3 Variation de périmètre suite aux mouvements des objets (entrée et sortie d'objets et changements d'état de l'objet)

Le montant de l'UO2 correspond à la somme des prix forfaitaires des objets du périmètre en MCO et hors MCO. De fait, les mouvements d'objets entraînent une variation de ce montant.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	5/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Une fois par an, à l'issue du bilan annuel présenté lors du Comité Stratégique, les Parties procèdent à une régularisation du montant de la variation de l'année écoulée via un ordre de service (OS) et à la définition du nouveau montant de l'UO2 pour l'année (ou la période) suivante sur la base du bordereau des prix (Cf ANNEXE 6 - BORDEREAU DES MONTANTS MENSUELS D'OBJETS EN MCO OU HORS MCO DU PERIMETRE).

3.1.4 Clause de réexamen de la liste des unités d'œuvre

Les Parties peuvent convenir de la création de nouvelles unités d'œuvre au cours de l'exécution de l'Accord-Cadre dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des unités d'œuvre est de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans l'Accord-Cadre initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations et ont un lien avec l'objet de l'accord-cadre ainsi qu'avec les unités d'œuvre existantes.,
- le chiffrage des unités d'œuvre complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement, ou sur la base du montant d'un marché subséquent ayant le même objet,
- les unités d'œuvres créées ne peuvent avoir pour objet de modifier ou remplacer une unité d'œuvre existante,
- le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouvelles unités d'œuvre sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors que le nombre d'unités d'œuvre créées ne dépasse pas 3 unités d'œuvre.

3.2 Prestations sur marchés subséquents

Au titre du présent Accord-Cadre, le Titulaire est amené à réaliser d'autres prestations dans le cadre des Postes 2 et 3, ces prestations sont commandées par l'intermédiaire de marchés subséquents dans les conditions prévues ci-après.

3.2.1 Définition des unités d'œuvre du Poste 2

UO4	Prestations de développement et/ou migration autour des BDD
UO5	Prestations de chargement massif de données autour des BDD
UO6	Prestations d'évolution pour les objets du périmètre de type « En MCO » ou « Hors MCO »
UO7	Prestations de développement de nouveaux objets et/ou paramétrage de nouveaux objets
UO8	Prestations de rédaction de documents
UO9	Prestations de développement de tests unitaires, fonctionnels ou de non régression
UO10	Prestations de conception logicielle
UO11	Prestations de prise en charge d'un nouvel objet pour intégrer le périmètre (« En MCO », en « Hors MCO »)
UO12	Prestations de formation aux utilisateurs

3.2.2 Définition des taux journaliers par profil du Poste 3

Taux journalier 1	Profil 1 : Ingénieur d'études < 3 ans d'expérience
-------------------	--

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	6/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Taux journalier 2	Profil 2 : Ingénieur d'études > 3 ans d'expérience
Taux journalier 3	Profil 3 : Ingénieur informatique < 3 ans d'expérience
Taux journalier 4	Profil 4 : Ingénieur informatique > 3 ans d'expérience

3.2.3 Modalités de mise en œuvre des marchés subséquents

3.2.3.1 Expression des besoins

Le CEA Cadarache exprime ses besoins (données d'entrée) sous la forme d'un document écrit, appelé Fiche d'Expression du Besoin (FEB). La FEB est un document transmis initialement par le CEA ou son représentant au Titulaire.

3.2.3.2 Offre du titulaire

A la réception de la FEB, le Titulaire établit une proposition technique et financière (PTF) dans les délais précisés au 6.2.2 du cahier des charges. Cette offre précisera :

- la référence de l'accord cadre,
- la référence de la FEB,
- la désignation des prestations,
- le planning détaillé d'exécution des prestations,
- le nombre d'unités d'œuvre ou de jours d'intervention par qualification sur la base des taux journaliers fixés à l'article 7.3,
- le montant total HT détaillé,
- toute information nécessaire particulière en fonction des prestations.

3.2.3.3 Marché subséquent

Préalablement à toute exécution de prestations complémentaires, un marché subséquent au présent Accord-Cadre, émis par le CEA, vaudra acceptation des conditions de l'offre du Titulaire et l'autorisera à débiter les prestations (cf. modèle en annexe 4).

Le Titulaire ne peut procéder à la réalisation des prestations qu'après avoir reçu un marché subséquent émis par le CEA.

Chaque marché subséquent comportera :

- le numéro du présent accord cadre,
- la référence des documents applicables au marché subséquent,
- l'objet précis de la prestation,
- le montant total hors taxes de la prestation suivant l'offre validée du Titulaire,
- les délais,
- s'il en existe plus d'un, les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité après réception sans réserve par le CEA de l'ensemble des prestations et livrables du marché subséquent.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	7/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ARTICLE 4 - **OBLIGATIONS DES PARTIES**

4.1 **Obligations du Titulaire**

4.1.1 *Obligation de résultat*

Les prestations objet du présent Accord-Cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent Accord-Cadre, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA du CEA.

Le Titulaire du présent Accord-Cadre, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimées par le CEA dans le Cahier des Charges.

4.1.2 *Obligation générale de conseil et d'information*

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'Accord-Cadre, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution de l'Accord-Cadre, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA. A ce titre, le Titulaire signaler toute présence de câble électrique potentiellement nu sous tension.

4.2 **Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent Accord-Cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'Accord-Cadre.

ARTICLE 5 - **CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION**

5.1 **Lieu d'exécution**

Les prestations, objet du présent Accord-Cadre sont exécutées sur le site du CEA Cadarache, dans les locaux du Titulaire et éventuellement en télétravail.

5.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces de l'Accord-Cadre, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

5.3 **Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	8/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'Accord-Cadre conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'Accord-Cadre.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

5.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du présent Accord-Cadre.

5.5 Audits

Dans le cadre du présent Accord-Cadre, le CEA se réserve la possibilité de déclencher des audits à tout moment et sur tout ou partie du périmètre de l'Accord-Cadre.

Le Titulaire s'engage à coopérer et à tout mettre en œuvre pour permettre l'accessibilité du CEA (ou d'un tiers mandaté par ce dernier) aux informations utiles ou nécessaires à l'audit.

En cas de refus de se soumettre à un audit ou de coopération insuffisante du Titulaire, le CEA notifie par lettre recommandée avec avis de réception l'obligation de respecter les engagements contractuels. Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours calendaires pour se mettre en conformité. Après mise en demeure infructueuse, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra.

Ces dispositions s'étendent également aux audits réalisés en dehors du périmètre du présent Accord-Cadre, mais pour lesquels la coopération du Titulaire est requise.

A l'issue de l'audit, le CEA notifie au Titulaire les manquements éventuellement constatés aux obligations contractuelles. Le CEA communique au Titulaire le délai maximum pour mettre en place les mesures correctives à ses frais. Par défaut ce délai est de 30 jours calendaire cependant il peut être réduit notamment lorsque le manquement concerne la protection d'informations classifiées. A défaut de mise en conformité dans le délai défini, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra et le CEA se réserve le droit de procéder à la résiliation de plein droit du présent Accord-Cadre.

5.6 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance de l'Accord-Cadre quelle qu'en soit la raison.

5.7 Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé

Le Titulaire de l'Accord-Cadre, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification de l'Accord-Cadre qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification de l'Accord-Cadre pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

ARTICLE 6 - RÉCEPTIONS

6.1 Modalités de réception

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	9/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Les réceptions s'effectuent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque livrable doit être dûment accepté par le CEA avant d'être pris en compte. La réception des prestations ne pourra être prononcée avant l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables dans l'outil de gestion REDMINE.

Si le CEA constate des non-conformités, il peut prononcer un refus de recette dans l'outil de gestion.

Le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction des prix de l'Accord-Cadre en cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

Le titulaire s'engage, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à corriger toute erreur de son fait, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

6.2 Prestations sur bons de commande

Les unités d'œuvre comprises dans un bon de commande émis par le CEA font l'objet d'une réception, prononcée après acceptation par le CEA de l'ensemble des prestations et livrables associés.

6.3 Prestations au titre de marchés subséquents

Sous réserve de conditions de réception particulières prévues dans le marché subséquent concerné, les prestations exécutées au titre d'un marché subséquent sont réceptionnées après acceptation par le CEA de l'ensemble des prestations et livrables associés.

ARTICLE 7 - MONTANT

Le montant plafond ci-après ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant plafond indiqué ci-dessous sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

7.1 Montant plafond de l'Accord-Cadre

Le montant plafond du présent Accord-Cadre est fixé à la somme de **2 900 000€ H.T.** (Deux millions neuf cent mille euros hors taxes).

Les montants applicables au présent Accord-Cadre sont définis ci-après.

7.2 Prestations sur bons de commande

Unité d'œuvre	Montant unitaire forfaitaire (€ HT)
UO1 – Forfait de la phase de prise en charge (2 mois)	- €
UO2 – Forfait mensuel de maintenance pour les objets du périmètre « en MCO » et « hors MCO »	- €

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	10/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

UO3 – Forfait de la phase de réversibilité (3 mois en parallèle des 3 derniers mois de la prestation).	- €
--	-----

7.3 Prestations sur marchés subséquents

7.3.1 Poste 2

Unité d'œuvre	Montant unitaire forfaitaire (€ HT)
UO4 Prestations de développement et/ou migration autour des BDD	- €
UO5 Prestations de chargement massif de données autour des BDD	- €
UO6 Prestations d'évolution pour les objets du périmètre de type « En MCO » ou « Hors MCO »	- €
UO7 Prestations de développement de nouveaux objets et/ou paramétrage de nouveaux objets	- €
UO8 Prestations de rédaction de documents	- €
UO9 Prestations de développement de tests unitaires, fonctionnels ou de non régression	- €
UO10 Prestations de conception logicielle	- €
UO11 Prestations de prise en charge d'un nouvel objet pour intégrer le périmètre (« En MCO », en « Hors MCO »)	- €
UO12 Prestations de formation des utilisateurs	- €

7.3.2 Poste 3

Profil	Taux journalier (€ HT)
Profil 1 : Ingénieur d'études < 3 ans d'expérience	- €
Profil 2 : Ingénieur d'études > 3 ans d'expérience	- €
Profil 3 : Ingénieur informatique < 3 ans d'expérience	- €
Profil 4 : ingénieur informatique > 3 ans d'expérience	- €

7.4 Contenu des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires. En conséquence, ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	11/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

7.5 Caractère des prix

Les montants visés aux articles 7.2 et 7.3 sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois d'XXXX 2025.

Ils ont un caractère révisable.

ARTICLE 8 - RÉVISION DES PRIX

8.1 Dispositions générales

Chacune des Parties peut demander la révision des prix de l'Accord-Cadre.

Lorsque la demande émane du Titulaire, ce dernier transmet par écrit au service achat du CEA, le calcul de l'évolution des prix suivant les formules définies ci-après. L'évolution des prix ne pourra être effective qu'après l'accord écrit du CEA, donné dans le mois qui suit la date de réception de la demande.

Quelle que soit la formule concernée, celle-ci a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus ci-après, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par écrit.

Au cas où les dispositions au présent article 8 n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens tarifs et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été payées.

Le mois de remise de l'offre, tel que défini à 7.5, est désigné « M₀ ».

8.2 Révision de prix

Les prix ne sont pas révisés durant les 12 premiers mois d'exécution des prestations puis ils sont révisables annuellement (ci-après la « Période »), pour chaque nouvelle Période.

La révision est calculée sur la base de la formule ci-après, en arrondissant au millième inférieur :

$$P_{\text{rév}} = P_0 [0,15 + 0,50 \times (\text{Indice } 010562679 / \text{Indice } 010562679_0) + 0,35 \times (\text{Indice } 001565195 / \text{Indice } 001565195_0)]$$

Dans cette formule :

P_{rév} : prix révisé,

P₀ : prix établi aux conditions économiques de M₀ (octobre 2024)

Indice 010562679₀ : valeur de l'indice des salaires mensuels de base - Activités informatiques et services d'information (référence INSEE **010562679**) à M₀. **Indice 010562679₀ =XXX**

Indice 001565195₀ : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (référence INSEE **001565195**) à M₀. **Indice 001565195₀ =XXX**

Indice 010562679 et Indice 001565195: dernière valeur publiée de ces mêmes indices au jour de la date de démarrage de la nouvelle Période.

Le prix ainsi révisé s'appliquera à chaque facturation du Titulaire pour la Période considérée, jusqu'à la Période suivante.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	12/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ARTICLE 9 - **CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL**

9.1 Prestations sur bons de commande

Les unités d'œuvre sont facturées comme suit :

- 100% du montant HT de l'unité d'œuvre concernée, à compter de la réception sans réserve par le CEA de ladite unité d'œuvre.

La facturation des unités d'œuvres réceptionnées est effectuée au terme du mois durant lequel elles sont réceptionnées.

Le Titulaire effectue au maximum une facturation par mois.

9.2 Prestations au titre des marchés subséquents

Sous réserve de dispositions particulières du marché subséquent considéré, les prestations réalisées au titre des marchés subséquents sont facturées intégralement après exécution et réception sans réserve par le CEA des prestations et livrables objet du marché subséquent considéré.

Le Titulaire effectuera au maximum une facturation par mois.

9.3 Modalités de facturation au format électronique

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Accord-Cadre devront porter la référence de ce dernier et des bons de commande ou marchés subséquents correspondants, le cas échéant.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Accord-Cadre, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro du présent Accord-Cadre** 52000XXX
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4000XXXXX

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

9.4 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent Accord-Cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 10 - **REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES ET DÉLAIS**

10.1 Livrables et délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences du Cahier des Charges, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

10.1.1 Délais et indicateurs de délais

Les exigences en matière de délais sont spécifiées au §8.3 du Cahier des Charges. Il est rappelé que dans le cas d'un délai "planifié", ce délai est déterminé au moment de l'émission de la demande et discuté entre les 2

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	13/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Parties en Comité de Suivi Opérationnel. Le CEA a toutefois la possibilité d'autoriser un délai de traitement plus long, notamment en cas de demande complexe. Il précisera alors la date de livraison attendue.

Nota : Un délai de n*j relatif à une demande effectuée un jour J à HH:MM s'achève le jour J+n à HH:MM. Ce même mode de décompte du délai s'applique aux livrables des différentes réunions.

Hors précision spécifique, les délais définis s'entendent en heure et jour ouvrés sur la plage horaire de travail collectif du CEA.

Gestion de Configuration Logiciel (§2.3.3.1 du Cahier des Charges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Mise en GCL (I1)	Délai de prise en charge		< 1 J
	Délai de livraison		< 2 J

Cartographie applicative (§2.3.3.2 du cahier des charges.)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Mise à jour du référentiel (I2)	Délai de prise en charge		< 1 J
	Délai de livraison		< 1 J

Gestion de la documentation (§2.3.3.3 du cahier des charges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Tâche simple (I3) ≤ 1 page rédigée	Délai de prise en charge		< 1 J
	Délai de livraison		< 1 J
Tâche complexe (I4) > 1 page rédigée	Délai de prise en charge		< 1 J
	Délai de livraison		< 4 J

Maintenance Corrective (§2.3.3.4 du cahier des charges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Incident Critique (I5)	Délai de prise en charge		< 4 H
	Délai de livraison		< 1 J

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	14/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Maintenance Corrective (§2.3.3.4 du cahier des charges)	Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Incident Majeur (I6)	Délai de prise en charge	< 1 J
	Délai de livraison	< 2 J
Incident Mineur (I7)	Délai de prise en charge	< 1 J
	Délai de livraison	< 5 J
Remplacement définitif contournement (I8)	Délai de livraison	< 5 J

Montée de version de l'environnement (§2.3.3.5 du cahier des charges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Tâche (I9)	Délai de prise en charge	< 1 J	
	Délai de livraison	< 4 J	

Assistance et Conseil (§2.3.3.6 du cahier des cahrges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Assistance et conseil (I10)	Délai de prise en charge	< 1 J	
	Délai de livraison	< 1 J	

Suivi des Change Acceptance Board (§2.3.3.9 du cahier des charges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Ouverture d'un changement (I11)	Délai de prise en charge	< 1 J	
Echanges avec l'infogérant (I12)	Délai de prise en charge	< 1 J	

Prestations (§2.5 et § 2.6 du cahier des charges)		Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
---	--	--------------	---------------------------

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	15/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Prestation (I13)	Délai de prise en charge	< 1 J
	Délai de chiffrage	< 5 J
	Délai de livraison	< à la date planifiée conforme au scénario du marché

Prestations de prise en charge (§2.2 du cahier des charges)	Délais/Temps	Niveau de service / Seuil
Restitution PEC (I14)	2 mois après le début du contrat	" délai prévu

Instances (§7 du cahier des charges)	Documents	Niveau de service / Seuil
Tableaux de bord et Rapport d'activité (I15)	Tableaux de bord	Mise à jour tous les 0.5 J
Comités Stratégique (I16)	Préparatoires	< 10 J avant le comité
	Compte-rendu	< 7 J après le comité
	Diffusion	< 5 J après validation CEA
Comités de Pilotage et de réversibilité et PEC (Déb/fin) et phase de réversibilité (I17)	Préparatoires	< 7 J avant le comité
	Compte-rendu	< 5 J après le comité
	Diffusion	< 2 J après validation CEA
Autres réunions (CSO, RST, PEC) (I18)	Préparatoires	< 2 J avant le comité
	Compte-rendu	< 3 J après le comité
	Diffusion	< 2 J après validation CEA

10.2 Acceptation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à l'acceptation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	16/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Le fait que le CEA approuve ou accepte tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Les livrables deviennent la propriété du CEA après leur acceptation.

10.3 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

10.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance de l'Accord-Cadre quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 11 - RÉUNIONS

11.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution de l'Accord-Cadre, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

11.2 Réunions

Les réunions relatives à l'Accord-Cadre sont précisées au §7 du Cahier des Charges, et comprennent :

- une réunion d'enclenchement, au plus tard deux semaines après la notification de l'Accord-Cadre (sauf accord différent entre les Parties),
- des réunions de suivi
- autres réunions ponctuelles

Dans le cadre de ces réunions, le Titulaire prépare un document de présentation qu'il remet au CEA avant la réunion en respectant les délais de livraison précisés au §7 du Cahier des Charges.

Ce document de présentation contient notamment le résumé des opérations menées durant la période concernée et toute information utile ou nécessaire au suivi de la prestation, incluant le calcul et le suivi des éventuels indicateurs contractuels définis dans le Cahier des Charges et à l'article « Pénalités » infra.

11.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordres technique, commercial ou contractuel, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

11.4 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans les délais précisés au §7 du cahier des charges.

Après acceptation formelle du CEA, ce compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

Les comptes rendus sont des livrables au sens de l'article « Remise de livrables documentaires » supra.

ARTICLE 12 - SUIVI DES ACTIONS SOCIALEMENT RESPONSABLES ET CELLES VISANT A LIMITER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA PRESTATION

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	17/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Au cours des réunions mentionnées à l'article 11.2, il sera procédé au suivi des engagements pris par le Titulaire dans son offre en matière environnementale et sociale comme suit :

- Au cours de la réunion d'enclenchement, le Titulaire détaillera les actions socialement responsables et celles visant à limiter les impacts environnementaux ;
- Tous les 6 six mois au cours du Comité de Pilotage, le Titulaire présentera les actions mises en œuvre au cours des 6 mois précédents ;
- Au cours du comité stratégique annuel, le Titulaire proposera au CEA un plan de progrès pour l'année suivante.

ARTICLE 13 - **INTERLOCUTEURS**

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-Cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Affaire suivie techniquement par :

Mme Amandine LO VERDE

DG/DSTG/STIC/GISA

☎ : 04.42.25.28.80

Email : amandine.loverde@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

M. Clément BOYER

Service des Marchés et Achats

☎ : 04.42.25.36.57

Email : clement.boyer@cea.fr

M. Raphaël RIGOARD

DG/DSTG/STIC/GISA

☎ : 04.42.25.23.87

Email : raphael.rigoard@cea.fr

Pour le Titulaire :

M. XXXXX

Tél : XX.XX.XX.XX.XX

Email : XXXX@XXX.XX

Au cas où l'interlocuteur du Titulaire ou un des intervenants serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de 2 semaines minimum sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

ARTICLE 14 - **ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

14.1 Entrée en vigueur

Le présent Accord-Cadre entre en vigueur à compter de sa notification par le CEA.

14.2 Durée

La durée du présent Accord-Cadre est fixée à 48 mois au maximum.

- Prise en charge : 2 mois
- Phase opérationnelle : 22 mois fermes + 12 mois optionnels + 12 mois optionnels
- Phase de réversibilité (3 mois en parallèle de la fin de la phase opérationnelle).

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	18/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

La levée éventuelle des options interviendra au plus tard 2 mois avant la fin de l'Accord-Cadre ou de ses éventuelles prolongations et elle sera notifiée au Titulaire par un courrier en recommandé avec accusé de réception émanant du Service des Marchés et Achats du CEA.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, notamment prévues à l'article 24, les pénalités ci-après s'appliquent au présent Accord-Cadre.

15.1 Pénalités associées aux indicateurs de Délais

Applicable à l'ensemble des délais I1 à I12

Abrégé	Indicateur	seuil	Pénalité / Tranche de délais de retard
IQD1	Délais de prise en charge	100 %	50€
IQD2	Délais de livraison	100 %	100€

Les tranches de délais de retard correspondent aux valeurs maximales du tableau de l'article 10.1.

Exemple : le délai de prise en charge suite à une anomalie bloquante (PI5) est de 4H maximum. Suite à ces 4 H, il y aura application de 50€ de pénalité par tranche de 4H jusqu'à l'intervention.

Applicable à I13

Abrégé	Indicateur	seuil	Pénalité / 20% retard
IQD3	Délais de prise en charge	100%	50€
IQD4	Délais de Chiffrage	100%	100€
IQD5	Délais de livraison	100%	200€

Exemple de calcul pour 8 jours de retard de livraison d'un chiffrage évolutif

Le délai de chiffrage d'une évolution est de 5 jours.

5 jours = 100 %

20 % de retard = 1 journée,

8 jours de retard correspondent à 8 x 100€ de pénalité

Applicable à l'ensemble des délais I14 à I18

Abrégé	Indicateur	seuil	Pénalité
--------	------------	-------	----------

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	19/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

IQD6	Délais de Livraison documentaire associée à la PEC	Date prévue des livrables de la Prise En Charge	500€ par jour ouvré de retard
IQD7	Délais de mise à jour du tableau de bord	100%	50€ par 0.5j ouvré de retard
IQD8	Délais de mise à jour Préparatoires	100%	50€ par jour de retard
IQD9	Délais de mise à jour Compte-rendu	100%	50€ par jour de retard
IQD10	Délais de mise à jour de diffusion	100%	50€ par jour de retard

15.2 Indicateurs de qualité de service

Les éléments suivants seront suivis dans le cadre de la qualité de la prestation.

Abrégé	Indicateur	Seuil	Pénalité
IQP1	Pourcentage de Plan de Maintenance Logiciel à jour avant le COPIL	> 95 %	50€ par PML non mis à jour
IQP3	Nombre de refus de recette suite à livraison	1	400€ x Nombre de refus de recette
IQP7	Propositions de Maintenance préventive (§2.3.1.7 du Cahier des Charges)	1 document de proposition toutes les 8 semaines	50€ par jour de dépassement

Il est rappelé que le CEA se réserve la possibilité de demander la mise en place pour une période déterminée de nouveaux indicateurs.

15.3 Autres pénalités

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions de l'article « gestion des déchets », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

En cas d'absence de suivi et/ou d'écarts vis-à-vis des engagements en matières environnementale et sociale pris dans le cadre de l'offre du Titulaire puis dans le cadre du plan de progrès, une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée pour chaque constat d'écart observé lors des réunions visées à l'ARTICLE 12 - .

15.4 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- non libératoires, applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	20/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du montant de l'Accord-Cadre affermi à la date d'application des pénalités.

15.5 Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 5.7 supra dans un délai de six mois maximums à compter de la notification de l'Accord-Cadre une pénalité de 100 € HT est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

ARTICLE 16 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Accord-Cadre sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

ARTICLE 17 - CONFLIT D'INTÉRÊT

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent Accord-Cadre, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent Accord-Cadre, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent Accord-Cadre en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent Accord-Cadre à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE

1. Le Marché est un marché classifié de niveau Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	21/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 (IM 2300) relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.

4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « Diffusion Restreinte » et ne peuvent être divulgués à des personnes n'ayant pas le besoin d'en connaître dans l'exercice de leur fonction. Dès lors, ils ne peuvent être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.

7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	22/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fils » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

ARTICLE 20 - **MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

20.1 Entrée dans les lieux et utilisation

Aux fins d'exécution des prestations objet du présent Accord-Cadre, le CEA met à disposition du Titulaire des locaux dans le périmètre de l'installation concernée par l'Accord-Cadre, dont le détail sera défini lors de la réunion d'enclenchement.

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la prise de possession des pièces.

Le Titulaire s'engage à entretenir les lieux en bon état et à faire réparer à ses frais toutes dégradations provenant de son fait. Le Titulaire ne pourra apporter aucune modification à l'état des lieux, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Cette mise à disposition ne pourra en aucune manière être considérée comme un bail commercial susceptible d'ouvrir droit au renouvellement dans les termes des articles L 145-1 à L 145-60 du Code de Commerce.

Les pièces mises à la disposition du Titulaire sont placées sous la responsabilité d'un chef d'installation (salarié du CEA) qui exerce son autorité pour effectuer les actes relatifs à la réglementation en vigueur (contrôles réglementaires périodiques des installations électriques, formation générale à la sécurité, exercices de sécurité PUI, PPI, etc...).

La planification de ces actions est transmise aux occupants des lieux afin de leur permettre de s'organiser en conséquence.

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre précaire et révocable sous préavis de quinze jours ouvrables.

20.2 Modalités financières

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre gracieux.

Les frais résultant de l'installation du Titulaire dans les pièces mises à sa disposition sont à sa charge.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	23/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

20.3 Assurance - responsabilité

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir, d'une manière suffisante, les responsabilités qu'il pourrait encourir du fait ou à l'occasion de son installation dans les lieux mis à sa disposition et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place.

Le CEA n'assurera aucune obligation en ce qui concerne le gardiennage des lieux mis à la disposition du Titulaire et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place. En conséquence, le Titulaire devra souscrire une assurance multirisques bureaux couvrant les lieux et leur contenu, stipulant une renonciation à recours contre le CEA en cas de sinistre.

20.4 Sortie et restitution

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution des pièces.

L'occupation des lieux par le Titulaire prend obligatoirement fin à l'issue du présent Accord-Cadre, le Titulaire s'engageant à rendre ces lieux libres de toute occupation. A ce titre, le Titulaire s'engage à quitter les lieux dans les 5 jours ouvrés après la date de fin du présent Accord-Cadre, sous peine d'une astreinte comminatoire de 300 euros par jour de retard, laquelle sera acquise au CEA au fur et à mesure, à titre de clause pénale.

Le Titulaire s'engage à rendre les lieux dans l'état où il les a pris, sans pouvoir réclamer au CEA des indemnités pour les améliorations qu'il y aurait éventuellement apportées.

ARTICLE 21 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA

En complément des dispositions de l'article 19 des CGA applicable au présent Accord-Cadre, pour les matériels mis à disposition du Titulaire par le CEA, le responsable du Titulaire vérifie, avant leur utilisation, qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité.

21.1 Propriété des matériels

Les matériels du CEA confiés au Titulaire pour l'exécution du présent Accord-Cadre sont la propriété du CEA. Les sous-traitants éventuels du Titulaire devront être acceptés par le CEA pour pouvoir les utiliser. Ces matériels ne pourront être employés à d'autres usages qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Ces matériels seront entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible.

21.2 Etat des lieux – Inventaire

Avant le début de la prestation, un inventaire des matériels, produits et équipements (appelés de manière générique « matériel » ci-après) mis à la disposition du Titulaire par le CEA sera établi contradictoirement. Une vérification de l'inventaire sera réalisée en fin d'Accord-Cadre.

Le Titulaire est responsable de la garde et de l'emploi du matériel mis à sa disposition. Toute disparition ou dégradation du matériel dépassant l'usure normale, ou en cas d'utilisation non conforme par le Titulaire du matériel mis à sa disposition, le CEA se réserve le droit de demander réparation au Titulaire, soit en remplaçant aux frais de ce dernier le matériel ayant subi des dégradations anormales, soit en remettant en état le matériel. Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de ces cas pour se décharger de sa responsabilité et du non-respect de ses prestations.

Toute interruption de l'Accord-Cadre, quelle qu'en soit la cause, entraîne de facto une restitution immédiate au CEA du matériel mis à la disposition du Titulaire sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	24/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ARTICLE 22 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

ARTICLE 23 - EXTRATERRITORIALITE OU CLAUSE DE « CLOUD ACT »

En cas de requête, par les autorités américaines et ou toute autorité extraterritoriale, pour accéder aux données traitées dans le cadre du Marché, sur le fondement du Cloud Act, le Titulaire s'engage à en informer le CEA, et à intenter, dans un délai de quatorze jours au plus tard à compter de la réception de la requête, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.

Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, ou de toute autre législation extraterritoriale violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.

Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par le Titulaire, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que le Titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi.

ARTICLE 24 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en Annexe 5 encadrant les traitements des données à caractère personnel.

ARTICLE 25 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent Accord-Cadre, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	25/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution de l'Accord-Cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 26 - **SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du présent Accord-Cadre relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les Parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 27 - **GESTION DES DÉCHETS**

27.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet de l'Accord-Cadre, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une pénalité prévue à l'article « Pénalités » supra.

27.2 Evacuation des déchets

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article dédié supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	26/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ARTICLE 28 - **JURIDICTION COMPÉTENTE**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent Accord-Cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	27/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Accord-Cadre :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	28/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Accord-Cadre ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire de l'Accord-Cadre de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent Accord-Cadre et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion de l'Accord-Cadre et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	29/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Accord-Cadre, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DGCEA/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DGCEA/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Accord-Cadre, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue à l'Accord-Cadre :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début d'Accord-Cadre ou en cours d'exécution.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	30/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'Accord-Cadre.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs de l'Accord-Cadre, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

¹ Les accords-cadres classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	31/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés à l'Accord-Cadre.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	32/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE

BON DE COMMANDE N°				
<u>Accord-Cadre n°4000.....</u>			<u>Titulaire :</u>	
n°UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Montant total : € HT				
Commentaires :				
		CEA		
NOM				
DATE				
SIGNATURE				

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de prestations au-delà des quantités et des montants indiqués sur le bon de commande sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	33/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ANNEXE 4 – MODÈLE DE MARCHÉ SUBSÉQUENT

MARCHÉ SUBSEQUENT N°		
<u>Accord-Cadre n°520000</u> <u>N° d'engagement CEA : 4000</u>	<u>Titulaire :</u>	
<u>Référence de la spécification technique du CEA :</u>	<u>Référence du devis du Titulaire :</u>	
<p>Montant : € HT calculé sur la base des UO et/ou des taux journaliers suivants :</p> <p>UO :</p> <p style="margin-left: 150px;">X UO 4 : euros HT.</p> <p style="margin-left: 150px;">X UO 5 : euros HT.</p> <p>Taux journalier :</p> <p style="margin-left: 150px;">Profil 1 :euros HT.</p> <p style="margin-left: 150px;">Profil 2 :euros HT</p>		
<p>Les prestations relatives au marché subséquent correspondent au périmètre suivant :</p>		
<p>Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :</p>		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur le marché subséquent sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	34/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ANNEXE 5 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

<i>Description des opérations réalisées sur les données² :</i> Intervention sur les systèmes d'information pour l'analyse, l'installation, le test ou la réalisation d'applications
<i>Finalité(s) du traitement³ :</i> Prise en charge d'applications informatiques pour le compte du STIC, conduisant au traitement des données telles que nécessaires dans l'application informatique concernée.
<i>Type de données à caractère personnel traitées⁴ :</i> Les données sont dépendantes des applications qui seront traitées. <ul style="list-style-type: none">• Données vie professionnelle. Exemple : affectation, carte de service...• Données Etat civil. Exemple : Nom, prénom, ...• Données de connexion : Exemple adresse IP, logs
<i>Catégories de personnes concernées⁵ :</i>

² Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

³ Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

⁴ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

⁵ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	35/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA, intérimaires, Stagiaires
Autres précisions ou interdictions ⁶ : Néant

III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent Accord-Cadre ;
4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent Accord-Cadre :
 - 1) S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - 2) Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - a. L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques;
 - b. L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque;
 - c. L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes;

⁶ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	36/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

- d. Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

7. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

8. Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : activités du présent Accord-Cadre.

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins *au moins 21 jours* à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

**Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :*

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants:

Sous-traitant 1 :

Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés): ...

Sous-traitant 2 :

...

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	37/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

**Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :*

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants:

Sous-traitant 1 :

Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés): ...

Sous-traitant 2 :

...

9. Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.
- b) Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679 le 4 juin 2016 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

10. Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

11. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent Accord-Cadre.

12. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

- **Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA**

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	38/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA:

- a. Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b. Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins:

- 1) La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- 2) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- 3) Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais;

- c. Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

• Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins:

- a. Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b. Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel;
- c. Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

13. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

<i>Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)</i>	Non
<i>Chiffrement des données à caractère personnel</i>	Les traitements des données sont effectués sur le réseau CEA

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	39/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

	Il n'est pas prévu au contrat de traitement de données personnelles sur les moyens informatiques appartenant au prestataire
<i>Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données</i>	<i>(A compléter par le Titulaire⁷)</i>
<i>Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique</i>	<i>(A compléter par le Titulaire⁸)</i>
<i>Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité</i>	<i>(A compléter par le Titulaire)</i>

14. Sort des données

Au terme de l'Accord-Cadre, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

16. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

17. Documentation

⁷ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

⁸ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau

⁸ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	40/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

1. *Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;*
2. *Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;*
3. *Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;*
4. *Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.*

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	41/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

ANNEXE 5

Nom Objet	Etat actuel MCO/Hors MCO	Montant mensuel €HT MCO	Montant mensuel €HT Hors MCO	Montant mensuel € HT correspondant à l'état
AGLAE	MCO			
BAMCO	MCO			
Base des couts	Hors MCO			
BCPI	MCO			
BISU	Hors MCO			
ColisNA	MCO			
COLLABORATEURS TEMPORAIRES	Hors MCO			
COLLECTE	MCO			
COMPERE	MCO			
DAQ	Hors MCO			
Dechet Tox NTox	MCO			
DEMET'AIR	MCO			
DET	MCO			
Effluents	MCO			
Eventime	Hors MCO			
FEBIA	MCO			
FLS FIACAD	MCO			
GAIA	MCO			
GEXT	MCO			
GIMAN	MCO			
GIMAP	MCO			
GIMNAS	MCO			
GMN 123	MCO			
GMN 55	Hors MCO			
GMN EOLE	MCO			
HHONYX	MCO			
IGS	MCO			
INFOR DET	MCO			
INFOR EAM Maintenance	MCO			
INFOR EAM VRP	MCO			
INFOR HADEEN	MCO			
INFOR HISTORIQUE-GMAO	MCO			
INFOR IEC	MCO			
INFOR IEX	MCO			
INFOR NEAUGENE	MCO			
INFOR Planif	MCO			
INFOR PRIDOLI	MCO			

V270224	DC/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	42/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	

INFOR TRIAS	MCO			
INFOR VALDOTAIN	MCO			
INFORTEMP	MCO			
INFORTEMP-VRP	MCO			
Intérimaire	MCO			
INTRADOT	MCO			
IOT Décodeur	MCO			
LABM	MCO			
LANAGA	MCO			
LAS	MCO			
LECA CEP	MCO			
LECA MIPRON	MCO			
M2LOCAL	Hors MCO			
MAGENTA MCMF	MCO			
MAIA WIFI	MCO			
Meteo	MCO			
Mirage	MCO			
OGUSTE	MCO			
PERSEPHONE	Hors MCO			
Power BI	MCO			
Predire	MCO			
RAPINT	MCO			
Reference	MCO			
Samsuphy	Hors MCO			
SINTRA	MCO			
Spirateam	Hors MCO			
SPR METEO	MCO			
SPR2ASTREE	MCO			
TELEPHONE	MCO			
VIANU	MCO			
Montant total mensuel				

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01181-CBO	XXXXXX	43/43
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro d'accord-cadre	